



Sujet Examen et mise à jour de l'évaluation des risques pour les installations (Nucléaires administrées dans le cadre de la Loi sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire (LRIN))	
No de l'invitation NRCAN-5000067328	Date 2 juin 2022
N° de la demande 167481	
L'invitation prend fin at – à 02:00 PM (Heure avancée de l'Est (HAE)) on – le 4 juillet 2022	
Adresse toutes questions à: Julia.pace@nrcan-rncan.gc.ca	
No de telephone 902-719-4856	
Destination – des biens et services: Ressources naturelles Canada 580 Booth Street Ottawa, Ontario K1A 0E4	
Sécurité Cette demande comporte une exigence de sécurité	
Vendor Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
No. de téléphone: Adresse courriel:	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
<hr/> Signature	<hr/> Date



TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	5
1.1 INTRODUCTION	5
1.2 SOMMAIRE	5
1.3 COMPTE RENDU	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	7
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	7
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	7
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	8
2.4 LOIS APPLICABLES.....	9
2.5 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU BESOIN PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS	9
2.6 FONDAMENT DU TITRE DU CANADA SUR LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	9
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	10
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	10
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	12
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	12
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	12
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION.....	14
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	14
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET AUTRE EXIGENCES.....	20
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	20
6.2 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	20
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	21
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX	21
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	21
7.3 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	21
7.4 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	22
CLAUSES CANADIENNES	22
CLAUSES ÉTRANGÈRES	23
7.5 DURÉE DU CONTRAT.....	26
7.6 ENTENTES SUR LES REVENDICATIONS TERRITORIALES GLOBALES (ERTG).....	26
7.7 RESPONSABLES	26
7.8 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	27
7.9 PAIEMENT	27
7.10 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	28
7.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	28



7.12	LOIS APPLICABLES.....	28
7.13	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	28
7.14	RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER).....	29
7.15	ASSURANCES	29
7.16	ADMINISTRATION DU CONTRAT	29
ANNEXE A - ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....		30
ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT.....		35
ANNEXE C - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....		36
PIÈCE JOINTE 1 - CRITÈRES D'ÉVALUATION		37
1.2	ÉVALUATION DES CRITÈRES COTÉS	39
PIÈCE JOINTE 2 - FORMULAIRE DE PROPOSITION FINANCIÈRE.....		44
1.	PRIX FERME - PAIEMENTS D'ÉTAPE	44



Les articles contenus dans ce document sont obligatoires dans leur intégralité, sauf indication contraire. L'acceptation de ces articles, dans leur intégralité, tels qu'ils figurent dans ce document, est une exigence obligatoire de la présente DDP.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission contenant des déclarations laissant entendre que leur offre est conditionnelle à la modification de ces clauses ou contenant des conditions qui visent à remplacer ces clauses ou y déroger seront considérées comme non recevables.

Les soumissionnaires qui ont des préoccupations concernant les dispositions du présent modèle d'invitation à soumissionner (y compris les clauses du contrat subséquent) devraient les faire connaître conformément aux directives de la clause Demande de renseignements de cette DDP.



PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement et la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité.

Les pièces jointes comprennent les critères d'évaluation et le formulaire de proposition financière.

1.2 Sommaire

1.2.1 En vertu de cette DDP, Ressources naturelles Canada (RNCan) sollicite des propositions des soumissionnaires pour fournir une évaluation technique du risque relatif posé par les installations existantes à faible risque, un dépôt en formations géologiques profondes (DFGP) et des petits réacteurs modulaires (PRM) (sous réserve des renseignements disponibles), comparativement au risque posé par les réacteurs nucléaires.

La période du contrat s'étend de la date d'attribution au 28 janvier 2023.

1.2.2 Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient



consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

- 1.2.3** Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu se fera par écrit, par courriel.



PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2022-03-29) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante avec les modifications mentionnées ci-dessous.

- **Dans tout le texte (sauf article 1 et 3) : Supprimer** “ Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ” et **insérer** “ Ressources Naturelles Canada ”. **Supprimer** “TPSGC” et **insérer** “RNCan”.
- **À l'article 2 : Supprimer** “ Les fournisseurs doivent détenir ” et **insérer** « Il est suggéré aux fournisseurs de détenir ».
- **Au paragraphe 1 de l'article 8 : Supprimer entièrement**
- **Au paragraphe 2 de l'article 8 : Supprimer entièrement**
Supprimer : L'unique adresse courriel au moyen du service Connexion postal pour transmettre les soumissions en réponse à la demande de soumissions est : tpsgc.dgareceptiondessoumissions-abbidreceiving.pwgsc@tpsgc-pwgsc.gc.ca, ou le cas échéant, l'adresse courriel indiquée dans la demande de soumissions. L'unique adresse courriel au moyen du service Connexion postal pour transmettre les soumissions pour répondre aux demandes de soumissions émises par les bureaux régionaux de TPSGC est indiquée dans la demande de soumissions.
Insérer : L'unique adresse courriel au moyen du service Connexion postal pour transmettre les soumissions pour répondre aux demandes de soumissions émises par RNCan est : procurement-appvisionnement@NRCan-RNCan.gc.ca
- Paragraphe 2 de l'article 20 : Sans objet.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions.



Seules les soumissions transmises à l'aide du service Connexion postel seront acceptées.

Au moins 48 heures avant la date de clôture, il est nécessaire pour le soumissionnaire d'envoyer un courriel demandant d'ouvrir une conversation Connexion postel à l'adresse suivante:

procurement-approvisionnement@NRCan-RNCan.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postel, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003 \(paragraphe 2 de l'article 8\)](#), ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postel si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postel.

IMPORTANT

Inscrire l'information suivante en objet:

NRCan – 5000067328 Évaluation des risques pour les installations nucléaires

RNCan n'assume aucune responsabilité pour des propositions envoyées à toute autre adresse.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la proposition est soumise correctement par le service Connexion postel. Le défaut de se conformer aux instructions qui précèdent peut faire en sorte que RNCan soit incapable de confirmer la date de réception ou d'examiner la soumission avant l'attribution du contrat. RNCan se réserve donc le droit de rejeter toute proposition non conforme aux présentes instructions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par courriel, par courrier ou par télécopieur à l'intention de RNCan ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.



2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard cinq (5) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.6 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

Ressources Naturelles Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada, pour les motifs suivants, tel que défini dans la *Politique sur les droits de propriété intellectuelle issus de marchés conclus avec l'État*.

Lorsque la propriété intellectuelle originale ne peut appartenir à l'entrepreneur en vertu d'une loi, d'un règlement, ou d'une obligation antérieure contractée par la Couronne envers un ou des tiers :

- à obtenir des connaissances et des renseignements qui seront diffusés au public.



PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I: Soumission technique (1 copie électronique)
- Section II: Soumission financière (1 copie électronique) dans un fichier/document distinct.
- Section III: Attestations (1 copie électronique)
- Section IV: Renseignements supplémentaires (1 copie électronique)

Les prix devraient figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne devrait être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser un format de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de proposition

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la Pièce Jointe 2 - Formulaire de Proposition Financière. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.



Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

Section IV : Renseignements supplémentaires

Dans la section IV de leur offre, les soumissionnaires devraient fournir:

1. la 1^{ère} page de la présente DDP signée avec leur nom légal;
2. le nom de la personne à contacter (indiquez également l'adresse postale, les numéros de téléphone et l'adresse électronique de cette personne) autorisée par le soumissionnaire à communiquer avec le Canada au sujet de leur soumission, ainsi que de tout contrat pouvant en découler.



PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Les critères d'évaluation obligatoires et les critères techniques cotés sont inclus dans la Pièce Jointe 1 – Critères d'évaluation.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

- 1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions; et
 - b. satisfaire à tous les critères obligatoires; et
 - c. obtenir le nombre minimal de 60 points exigés pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques cotés. L'échelle de cotation compte 100 points.
- 2. Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables.
- 3. La sélection sera faite en fonction du meilleur résultat global sur le plan du mérite technique et du prix. Une proportion de 70% sera accordée au mérite technique et une proportion de 30% sera accordée au prix.
- 4. Afin de déterminer la note pour le mérite technique, la note technique globale de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 70%.
- 5. Afin de déterminer la note pour le prix, chaque soumission recevable sera évaluée proportionnellement au prix évalué le plus bas et selon le ratio de 30%.
- 6. Pour chaque soumission recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.



7. La soumission recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. La soumission recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution du contrat.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 70/30 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement.] Le nombre total de points pouvant être accordé est de 135, et le prix évalué le plus bas est de 45 000,00 \$ (45).

Méthode de sélection				
Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (70%) et du prix (30%)				
		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		115/135	89/135	92/135
Prix évalué de la soumission		55 000,00 \$	50 000,00 \$	45 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$115/135 \times 70 = 59,63$	$89/135 \times 70 = 46,15$	$92/135 \times 70 = 47,70$
	Note pour le prix	$45/55 \times 30 = 24,55$	$45/50 \times 30 = 27$	$45/45 \times 30 = 30$
Note combinée		84,18	73,15	77,70
Évaluation globale		1er	3e	2e



PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

- Les fournisseurs constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent fournir une liste complète des noms de tous les administrateurs actuels ou, dans le cas d'une entreprise privée, des propriétaires de la société;



- Les fournisseurs soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant en tant que coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les propriétaires.
- Les fournisseurs soumissionnant à titre de société en nom collectif n'ont pas à soumettre une liste de noms

Nom du soumissionnaire: _____

OU

Nom de chacun des membres de la coentreprise:

Membre 1: _____

Membre 2: _____

Membre 3: _____

Membre 4: _____

Identification des administrateurs/propriétaires :

NOM	PRÉNOM	TITRE

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.



5.2.3 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

5.2.4 Études et expérience

Le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculums vitae et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu'il a proposé est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat éventuel.

5.2.5 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« **ancien fonctionnaire** » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :



- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« **période du paiement forfaitaire** » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« **pension** » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire; _____
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, figure dans les rapports de divulgation proactive, sur les sites Web des ministères, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs



Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire; _____
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;

- c. la date de la cessation d'emploi; _____
- d. le montant du paiement forfaitaire; _____
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire; _____
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant :
 - la date du début _____
 - La date d'achèvement _____
 - le nombre de semaines _____
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Honoraires Professionnels

Montant

5.2.6 Désignation autochtone

Qui est admissible?

- a. Une entreprise autochtone, qui peut être
 - i. une bande selon la définition de la Loi sur les Indiens,
 - ii. une entreprise individuelle,
 - iii. une société à responsabilité limitée,
 - iv. une coopérative,
 - v. un partenariat,
 - vi. une organisation sans but lucratif,

dont la propriété et le contrôle sont au moins à 51 p. 100 assurés par des Autochtones,

OU



- b. Une coentreprise comprenant deux ou plusieurs entreprises autochtones ou une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone, pourvu que la ou les entreprises autochtones détiennent au moins 51 p. 100 des intérêts et du contrôle de la coentreprise.

Si l'entreprise autochtone a au moins six employés à plein temps à la date de la soumission, au moins 33 p. 100 d'entre eux doivent être des Autochtones, et cette proportion doit être maintenue pendant toute la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit certifier dans sa soumission qu'il agit au nom d'une entreprise autochtone ou d'une coentreprise constituée selon les critères définis ci-dessus.

- ☐ Notre entreprise n'est pas une entreprise autochtone, comme indiqué ci-dessus
- ☐ Notre entreprise est une entreprise autochtone, comme indiqué ci-dessus.

Signature

Date



PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET AUTRE EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
 - d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
 - e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'indiqué à la Partie 3 – section IV Renseignements supplémentaires.
2. On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

6.2 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.



PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe A et à la soumission technique de l'entrepreneur en date du _____. *(sera complété à l'octroi du contrat).*

7.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2035 (2022-05-12), Conditions générales – services professionnels (complexité moyenne), s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.2.1 Conditions générales supplémentaires

Les clauses suivantes s'appliquent au présent contrat et en font partie intégrante :

4007 (2010-08-16) - Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

7.3 Règlement des différends

Médiation

Si un différend découlant du présent contrat ne peut se régler à l'amiable par voie de négociation, les parties conviennent de bonne foi de soumettre le différend à une médiation administrée par l'Institut d'Arbitrage et de Médiation du Canada. Les parties accusent réception des règles de l'Institut. Le coût de la médiation sera assumé à parts égales par les parties.

Arbitrage

Si les parties n'arrivent pas à régler le différend par voie de médiation dans un délai de soixante (60) jours, les parties conviennent de porter le différend en arbitrage conformément à la *Loi sur l'arbitrage commercial* (fédérale). La partie demandant l'arbitrage doit le faire par avis écrit à toutes les autres parties. Le coût de l'arbitrage et les honoraires de l'arbitre seront assumés à parts égales par les parties. L'arbitrage aura lieu dans la ville où l'entrepreneur exploite son entreprise, en présence d'un arbitre unique choisi par les parties. Si les parties n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre dans les trente (30) jours suivant l'avis écrit de porter le différend en arbitrage, chaque partie désignera un représentant qui choisira l'arbitre.



Les parties peuvent établir la procédure à suivre par l'arbitre, ou laisser ce choix à l'arbitre. L'arbitre rendra une décision écrite dans les trente (30) jours après l'audition des parties. La décision peut être enregistrée auprès de tout tribunal compétent, et appliquée à titre de décision de ce tribunal.

Signification de « différend »

Les parties conviennent que le mot « différend » dans la présente clause désigne un différend sur une question de fait ou de droit, autre qu'un différend sur une question de droit public.

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* veillera à proposer aux parties concernées un processus de règlement de leur différend, sur demande ou consentement des parties à participer à un tel processus de règlement extrajudiciaire en vue de résoudre un différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une modalité du présent contrat, et obtiendra leur consentement à en assumer les coûts. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca.

7.4 Exigences relatives à la sécurité

7.4.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le PSI) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

Clauses canadiennes

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ B, délivrées par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
3. L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données au niveau PROTÉGÉ tant que le PSC, TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau PROTÉGÉ B.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit se conformer aux dispositions des documents suivants :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - b) du *Manuel de la sécurité des contrats* (dernière édition).



Clauses étrangères

L'Autorité désignée en matière de sécurité pour le Canada (ADS canadien) est la Direction de la sécurité industrielle internationale (DSII), Secteur de la sécurité industrielle (SSI), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). L'ADS canadien est chargée d'évaluer la conformité des **entrepreneurs** aux exigences en matière de sécurité pour les fournisseurs étrangers. Les exigences en matière de sécurité suivantes s'appliquent à **l'entrepreneur** étranger destinataire, incorporés ou autorisés à faire des affaires dans un état autre que le Canada et qui assurent la prestation de services décrites dans le **contrat** ultérieur.

1. **L'entrepreneur** étranger destinataire doit être dans un pays de l'Union européenne, dans un pays de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou dans un des pays avec lesquels le Canada a conclu une entente en matière de sécurité et un protocole d'entente bilatérale ou multinationale. Le programme de sécurité a des ententes en matière de sécurité et protocole d'entente bilatérale ou multinationale avec les pays mentionnés au site de TPSGC suivant : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/international-fra.html>.
2. **L'entrepreneur** étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution du **contrat**, tenir une équivalence à une vérification d'organisation désignée (VOD), délivrée par l'ADS canadien comme suit :
 - i. **L'entrepreneur** étranger destinataire doit fournir une preuve qu'il est incorporé ou autorisé à faire affaire dans son champ de compétence.
 - i. **L'entrepreneur** étranger destinataire ne doit pas entreprendre les travaux, fournir les services ou assurer toute autre prestation tant que l'Administration désignée en matière de sécurité au Canada (ADS canadien) n'a pas confirmé le respect de toutes les conditions et exigences en matière de sécurité stipulées dans **contrat**. L'ADS canadien donne cette confirmation par écrit à **l'entrepreneur** étranger destinataire. Un Formulaire d'attestation remis par l'ADS canadien à **l'entrepreneur** étranger destinataire permettra de confirmer la conformité et l'autorisation de fournir les services prévus.
 - ii. **L'entrepreneur** étranger destinataire proposé doit identifier l'agent de sécurité du contrat (ASC) autorisé et un agent remplaçant de sécurité d'entreprise (ARSE) (le cas échéant) qui sera responsable du contrôle des exigences de sécurité, telles qu'elles sont définies dans le **contrat**. Cette personne sera désignée par le président-directeur général ou par un cadre supérieur clé de l'entreprise étrangère destinataire proposée. Les cadres supérieurs clés comprennent les propriétaires, les agents, les directeurs, les cadres et les partenaires occupant un poste qui leur permettrait d'avoir une influence sur les politiques ou les pratiques de l'organisation durant l'exécution **du contrat**.



- iii. **L'entrepreneur** étranger destinataire n'autorisera pas l'accès à des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ B**, sauf à son personnel, sous réserve des conditions suivantes :
- Le personnel a un besoin de savoir pour l'exécution du **contrat**;
 - Le personnel a fait l'objet d'une vérification du casier judiciaire valide, avec des résultats favorables, d'une agence gouvernementale reconnue ou d'une organisation du secteur privé dans **leur pays**, ainsi qu'une vérification d'antécédents, validé par l'ADS canadien;
 - L'entrepreneur** étranger destinataire doit s'assurer que le personnel consente à la divulgation du casier judiciaire et antécédents à l'ADS canadien et d'autres fonctionnaires du gouvernement canadien, si demandé; et
 - Le Gouvernement du Canada se réserve le droit de refuser l'accès aux renseignements/ biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ à l'entrepreneur** étranger destinataire pour cause.
3. Les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** fournis ou produits dans le cadre **du contrat** ne doivent pas être remis à un autre sous-traitant étranger destinataire, sauf dans les cas suivants :
- L'ADS canadien atteste par écrit que le sous-traitant étranger destinataire a obtenu l'accès aux renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** par l'intermédiaire de l'ADS canadien;
 - L'ADS canadien donne son autorisation écrite lorsque l'autre sous-traitant étranger destinataire est situé dans un autre pays.
4. **L'entrepreneur** étranger destinataire NE DOIT PAS emporter de renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** hors des établissements de travail visés, et **l'entrepreneur** étranger destinataire doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
5. **L'entrepreneur** étranger destinataire ne doit pas utiliser les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** pour répondre à des besoins distincts de l'exécution **du contrat** sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être obtenue auprès de l'ADS canadien.
6. **L'entrepreneur** étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution **du contrat** tenir une équivalence à une autorisation de détenir des renseignements (ADR) de niveau **CANADA PROTÉGÉ B**.

Tous les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** fournis à **l'entrepreneur** étranger destinataire ou produits par ce dernier doivent être aussi protégés comme suit :

- L'entrepreneur** étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadien tous les cas pour lesquels il sait où il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** obtenus dans le cadre **du contrat** ont été compromis.
- L'entrepreneur** étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadien tous les cas dans lesquels il sait où il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** fournis ou produits par **l'entrepreneur** étranger destinataire conformément au **contrat** ont été perdus ou divulgués à des personnes non autorisées.



9. **L'entrepreneur** étranger destinataire ne doit pas divulguer les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** à un tiers, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants, sans l'accord écrit préalable du gouvernement du Canada. Cet accord doit être obtenu par l'ADS canadien.
10. **L'entrepreneur** étranger destinataire assurera une protection des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** aussi stricte que celle mise en œuvre par le gouvernement du Canada, conformément aux politiques, aux lois et aux règlements nationaux en matière de sécurité nationale, et comme prévu par l'ADS canadien.
11. **L'entrepreneur** étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution **du contrat**, veiller à ce que le transfert des renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** soit facilité par l'ADS canadien.
12. À la fin des travaux, **l'entrepreneur** étranger destinataire doit restituer au gouvernement du Canada tous les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** qu'il aura reçus ou produits en vertu **du contrat**, y compris tous les renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** remis à ses sous-traitants ou produits par eux.
13. **L'entrepreneur** étranger destinataire exigeant aux renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ B** en vertu du **contrat**, doit présenter une demande pour l'accès au site au Dirigeant principal de la sécurité du ministère de **Ressources naturelle Canada**.
14. Si un **entrepreneur** étranger destinataire est choisi comme fournisseur dans le cadre **du contrat**, des clauses de sécurité propres à son pays seront établies et mises en œuvre par l'ADS canadien; ces clauses seront fournies à l'autorité contractante du gouvernement du Canada, afin de respecter les dispositions de sécurité relatives aux équivalences établies par l'ADS canadien.
15. Les sous-traitances comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribuées sans l'autorisation écrite préalable de l'ADS canadien.
16. tous les contrats de sous-traitance attribués à un entrepreneur étranger destinataire ne doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'ADS canadienne afin de confirmer les exigences de sécurité à imposer aux sous-traitants.
17. tous les contrats de sous-traitance attribués par un entrepreneur étranger destinataire ne doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'ADS canadienne afin de confirmer les exigences de sécurité à imposer aux sous-traitants.
18. **L'entrepreneur** étranger destinataire doit se conformer aux dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité figurant à l'Annexe C.
19. Le Canada a le droit de rejeter toute demande visant l'accès électronique, le traitement, la production ou l'entreposage de renseignements/biens de niveau **CANADA PROTÉGÉ** liés aux travaux dans un autre pays s'il y a des raisons de croire que leur sécurité, leur confidentialité ou leur intégrité pourrait être menacée.



7.4.2 Installations ou locaux de l'entrepreneur nécessitant des mesures de sauvegarde

7.4.2.1 Lorsque des mesures de sauvegarde sont nécessaires pour réaliser les travaux, l'entrepreneur doit diligemment tenir à jour, les renseignements relatifs à ses installations ou à ses locaux et ceux des individus proposés pour les adresses suivantes :

Numéro civique / nom de la rue, unité / N° de bureau / d'appartement
Ville, province, territoire / État
Code postal / code zip
Pays

7.4.2.2 L'agent de sécurité d'entreprise (ASE) doit s'assurer, par l'entremise du [Programme de sécurité industrielle \(PSI\)](#) que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

7.5 Durée du contrat

7.5.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au 28 janvier 2023 inclusivement.

7.6 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)

Le contrat n'est pas assujéti aux ententes sur les revendications territoriales globales.

7.7 Responsables

7.7.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Julia Pace
Titre : Spécialiste en approvisionnement
Organisation : Ressources naturelles Canada
Adresse : 1 Challenger Drive, Dartmouth, Nouvelle-Écosse B2Y 4A2
Téléphone : 902-719-4856
Courriel : julia.pace@nrcan-rncan.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

7.7.2 Chargé de projet (sera identifié à l'octroi du contrat)

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom :



Titre :
Organisation : Ressources naturelles Canada
Adresse :
Téléphone :

Courriel

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

7.7.3 Représentant de l'entrepreneur (sera identifié à l'octroi du contrat)

Nom :
Titre :
Organisation :
Adresse :
Téléphone :

Courriel

7.8 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de [la Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.9 Paiement

7.9.1 Base de paiement – Prix ferme, prix unitaire(s) ferme(s) ou prix de lot(s) ferme(s)

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme spécifié à l'annexe B, selon un montant total de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.9.2 Méthode de paiement

Paievements d'étape

Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes détaillé dans le contrat et les dispositions de paiement du contrat si :



- a) une demande de paiement exacte et complète et tout autre document exigé par le contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation fournies dans le contrat;
- b) tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout bien livrable exigé ont été complétés et acceptés par le Canada.

7.10 Instructions relatives à la facturation

Les factures sont présentées comme suit :

Courriel:

Invoicing-Facturation@nrcan-rncan.gc.ca

Note: Veuillez joindre un fichier .pdf. Aucun autre format ne sera accepté.

Les factures et tous les documents relatifs à ce contrat doivent être présentés sur le modèle de facture de l'entrepreneur et porter le Numéro de contrat : _____

Instructions de facturation pour les fournisseurs : <http://www.nrcan.gc.ca/approvisionnement/3486>

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.12 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.13 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires [4007](#) - Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux 2010-08-16);
- c) les conditions générales 2035 (2022-05-12) services professionnels (complexité moyenne);



- d) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe B, Base de paiement;
- f) l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
- g) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien **OU** entrepreneur étranger)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

OU

Clause du *Guide des CCUA* [A2001C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.15 Assurances

L'entrepreneur est responsable de décider s'il doit s'assurer pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur est à sa charge ainsi que pour son bénéfice et sa protection. Elle ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

7.16 Administration du contrat

Les parties reconnaissent que l'ombudsman de l'approvisionnement nommé en vertu du paragraphe 22.1(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* examinera une plainte déposée par le fournisseur concernant l'administration du contrat si les exigences du paragraphe 22.2(1) de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* et les articles 15 et 16 du *Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement* ont été respectées, et si l'interprétation et l'application des modalités ainsi que de la portée du contrat ne sont pas contestées. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca.



ANNEXE A - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

ÉT.1.0 TITRE

Examen et mise à jour de l'évaluation des risques pour les installations nucléaires administrées dans le cadre de la *Loi sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire (LRIN)*

ÉT.2.0 CONTEXTE

La *Loi sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire (LRIN)* est la loi qui établit les exigences relatives à la responsabilité civile en matière nucléaire pour les exploitants d'installations nucléaires au Canada, actuellement établies à un maximum de 1 milliard de dollars canadiens.

En 2017, la LRIN est entrée en vigueur, après avoir remplacé avec succès la loi précédente, la *Loi sur la responsabilité nucléaire (LRN)*. La LRIN a maintenu les mêmes principes de responsabilité absolue et exclusive de l'exploitant que dans la LRN, tout en augmentant la limite de responsabilité de l'exploitant d'une centrale nucléaire – de 75 millions de dollars canadiens dans la LRN – à 1 milliard de dollars canadiens. Les exploitants nucléaires ont une garantie financière pour assumer leur responsabilité en vertu de la LRIN. La limite de responsabilité établie dans la LRIN pour les centrales nucléaires influe sur la limite de responsabilité pour les installations à faible risque, décrite dans le *Règlement sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire*. Les catégories d'installations nucléaires désignées dans le *Règlement sur la responsabilité et l'indemnisation en matière nucléaire* sont indiquées ci-dessous; leurs limites respectives en dollars canadiens sont indiquées entre parenthèses :

1. réacteur de puissance (1 milliard de dollars);
2. réacteur de plus de 7 MW (180 millions de dollars);
3. installation de traitement des déchets de combustible nucléaire (40 millions de dollars);
4. installation de gestion des déchets de combustible nucléaire (13 millions de dollars);
5. installation de conversion de combustible nucléaire (3,3 millions de dollars);
6. installation de production de combustible nucléaire (2,3 millions de dollars);
7. réacteur de 1 à 7 MW (1,3 million de dollars);
8. installation de gestion des déchets radioactifs (1 million de dollars);
9. réacteur de moins de 1 MW (0,5 million de dollars).

Avant la mise en œuvre de ce règlement, une analyse des risques, tenant compte des facteurs suivants, a été utilisée pour déterminer les responsabilités relatives et la sécurité financière pour les différentes catégories d'installations à faible risque :

1. Criticité accidentelle;
2. Inventaire des produits de fission;
3. Énergie potentielle;
4. Autres risques potentiels;
5. Rejet non contrôlé;
6. Nécessité de mesures de contrôle.

Chaque facteur a été évalué par rapport au risque posé par les centrales nucléaires, qui était considéré comme le risque maximal associé à la limite de responsabilité la plus élevée (toutes les valeurs = 10 = MAX). Cette analyse des risques a été entreprise il y a plus d'une décennie et, à ce titre, elle doit être réévaluée et rajustée en fonction de l'augmentation de la limite de responsabilité des centrales nucléaires. L'analyse des risques mise à jour peut tenir compte de ce qui suit en plus de ce qui précède et au besoin :

1. Inventaire des substances nucléaires ayant une demi-vie courte ;
2. Inventaire des substances nucléaires à longue demi-vie;
3. Énergie (criticité et thermique/pression/chimique);
4. Mesures de contrôle pour le réacteur;
5. Inventaire des substances nucléaires/matières en stockage;
6. Énergie (à la fois criticité et thermique/pression/chimique) pour l'inventaire de stockage;
7. Mesures de contrôle du matériel entreposé;



8. Nombre d'unités;
9. Fréquence des rejets.

RNCan prévoit tenir compte de la liste ci-dessus des facteurs de risque, ou de risques associés, au moment d'établir les limites de responsabilité pour les nouvelles technologies et installations nucléaires, notamment les petits réacteurs modulaires (PRM) et les dépôts en formations géologiques profondes (DFGP). Les exigences en matière de responsabilité et de sécurité financière des PRM et des DFGP devraient, comme pour les installations à faible risque, être fonction de leur risque relatif et de la limite de responsabilité des réacteurs nucléaires existants (CANDU). Les principales technologies de PRM au Canada comprennent, sans s'y limiter, les réacteurs à tubes de chauffage (HR, eVinci Westinghouse/Bruce Power et le Saskatchewan Research Council), les réacteurs à eau bouillante (REB, BWRX-300 GE Hitachi/Ontario Power Generation), les réacteurs à gaz à haute température (RHTRG, X-energy, Global First Power), les réacteurs rapides refroidis au sodium (RNR-Na, ARC Clean Energy) et les réacteurs à sels fondus (RSF), les réacteurs à sels stables (RSS, Moltex) et les RSF intégraux (RSFI, Terrestrial Energy). Il faut tenir compte davantage du déploiement potentiel de ces nouveaux types de réacteurs nucléaires en milieu marin et du risque relatif que posent ces déploiements par rapport à ceux qui sont effectués sur terre.

ÉT.3.0 PORTÉE ET OBJECTIFS

La portée et les objectifs des travaux à exécuter dans le cadre de ce contrat consistent à fournir une évaluation technique du risque relatif posé par les installations existantes à faible risque, un DFGP et des PRM (sous réserve des renseignements disponibles), comparativement au risque posé par les réacteurs nucléaires. Les risques et les limites de responsabilité correspondantes des types d'installations suivants doivent être examinés :

1. réacteur de plus de 7 MW;
2. installation de traitement des déchets de combustible nucléaire;
3. installation de gestion des déchets de combustible nucléaire;
4. installation de conversion de combustible nucléaire;
5. installation de production de combustible nucléaire;
6. réacteur de 1 MW à 7 MW;
7. installation de gestion des déchets radioactifs;
8. réacteur de moins de 1 MW;
9. DFGP;
10. Réacteur à tubes de chauffage;
11. RHTRG;
12. RSF-RSS;
13. RSF-RSFI;
14. REB;
15. RNR-Na.

Cette évaluation tiendra compte, au besoin, des facteurs de risque suivants :

1. Criticité accidentelle;
2. Inventaire des produits de fission;
3. Énergie potentielle;
4. Autres risques potentiels;
5. Rejet non contrôlé;
6. Nécessité de mesures de contrôle;
7. Inventaire des substances nucléaires ayant une demi-vie courte;
8. Inventaire des substances nucléaires à longue demi-vie;
9. Énergie (criticité et thermique/pression/chimique);
10. Mesures de contrôle pour le réacteur;
11. Inventaire des substances nucléaires/matières en stockage;
12. Énergie (à la fois criticité et thermique/pression/chimique) pour l'inventaire de stockage;
13. Mesures de contrôle du matériel entreposé;
14. Nombre d'unités;
15. Fréquence des rejets.

Cette évaluation technique produira une matrice des risques pour les différentes catégories à l'étude afin que la matrice, ou un système de points, puisse être utilisé pour déterminer de nouvelles limites de responsabilité. Il peut y avoir un calcul pour déterminer le « total des points » final pour chaque entité en fonction de l'importance d'un facteur de risque ou d'une mesure de sûreté, et des détails et une justification pour ces calculs doivent être fournis. L'évaluation produira également un échantillon de limite de responsabilité pour chacune des catégories existantes et « nouvelles » d'installations, au besoin. En fin de compte, une itération de la méthodologie/matrice proposée devrait permettre aux promoteurs et au public de calculer les limites de responsabilité approximatives propres à la technologie ou à l'installation en fonction des risques relatifs déterminés et de la limite de responsabilité de 1 milliard de dollars canadiens pour les réacteurs de puissance. Le ministre prendrait la décision finale relativement à la limite de responsabilité des installations nucléaires.

ÉT.4.0 EXIGENCES DU PROJET

ÉT.4.1 Tâches, produits livrables, jalons et calendrier

Tâches/activités	Produits livrables et jalons	Calendrier général	Contraintes
Tâche 1 : Déterminer les facteurs de risque les plus pertinents pour l'évaluation des catégories d'installations nucléaires, y compris un DFGP et des PRM, et, ce faisant, évaluer le risque relatif pour chaque facteur. Cela devrait produire une matrice ou un calcul qui permet d'entrer la limite de responsabilité des réacteurs de puissance et la limite de responsabilité relative pour l'entité donnée en fonction de son risque relatif.	Jalon 1 – Lettre de rapport proposant des critères d'évaluation (pour l'approbation de RNCan), énumérant les questions, les enjeux ou les sujets de discussion, et décrivant brièvement l'analyse.	Un mois après l'émission du contrat (cible : juillet 2022) Des réunions pour discuter de l'avancement de l'étude ou de toute préoccupation de l'entrepreneur devraient être organisées au besoin, en plus des deux mises à jour obligatoires.	Planifier une première rencontre dès que possible après l'émission du contrat pour établir la relation. (juin 2022) Une lettre doit être fournie au moins une semaine avant la première de deux réunions d'étape. Une deuxième réunion d'étape aura lieu une fois qu'une partie importante des travaux sera terminée (cible : septembre 2022).
Tâche 2 : Recommander une approche analytique et déterminer et indiquer les limites de responsabilité proposées pour chacune des catégories d'installations indiquées dans la section « Portée et objectifs » du présent EDT. Indiquez comment ces décisions ont été prises et fournissez suffisamment de détails sur tout calcul pertinent.	Jalon 2 – Rapport provisoire Le promoteur préparera une ébauche de rapport, qui sera communiquée au chargé de projet, et décrira en détail les conclusions afin que les révisions nécessaires soient apportées ou que les lacunes de l'étude puissent être corrigées. Jalon 3 – Rapport final Le rapport final fournira une explication détaillée de l'élaboration et de l'application de la méthodologie déterminée pour évaluer les limites de responsabilité des installations	Quatre mois après l'attribution du contrat (cible : octobre 2022) Cinq mois après l'attribution du contrat (cible : novembre 2022)	Le contenu de l'ébauche du rapport doit être communiqué au moins une semaine avant la réunion. Avant l'achèvement de son rapport final, le promoteur présentera ses conclusions provisoires au chargé de projet afin que toutes les révisions nécessaires à l'étude puissent être apportées.



	à faible risque. À approuver par l'autorité technique après réception.		
--	------------------------------------------------------------------------	--	--

ÉT.4.2 Exigences en matière de production de rapports

L'entrepreneur prévoit quatre téléconférences ou réunions virtuelles avec RNCAN, notamment :

- Une première réunion avant le début des travaux importants prévus au contrat;
- Deux réunions d'étape pendant l'exécution des travaux pour recevoir une mise à jour sur l'état d'avancement de l'analyse, les options et les recommandations;
- Une réunion après l'achèvement de l'analyse pour discuter de l'ébauche du rapport.

En plus des réunions susmentionnées, l'entrepreneur devrait prévoir des réunions supplémentaires, au besoin, avec le personnel de RNCAN pour examiner les progrès et les questions soulevées.

Les exigences relatives à la présentation de rapports et de présentations en vertu du contrat sont énumérées dans le tableau intitulé « Tâches, produits livrables, jalons et calendrier » à la sous-section 4.1. L'entrepreneur doit fournir une version électronique (en format Microsoft Office Word et PDF) et deux (2) copies papier de chaque document indiqué dans le tableau. Pour le rapport final, en plus de la version électronique, cinq (5) copies papier sont requises.

ÉT.4.3 Méthode et source d'acceptation

Tous les produits livrables et les services fournis en vertu d'un contrat sont assujettis à une inspection par le chargé de projet. Le chargé de projet a le droit de rejeter tout produit livrable qui n'est pas jugé satisfaisant ou qui doit être corrigé avant que le paiement ne soit autorisé.

Le calendrier de paiement sera basé sur les dates de livraison suivantes :

- Jalon 1 : L'entrepreneur remplit la tâche 1 du tableau intitulé « Tâches, produits livrables, jalons et calendrier » en soumettant une lettre de rapport acceptable et en fournissant une mise à jour par téléconférence, confirmant qu'une analyse suffisante a été effectuée pour passer à la tâche 2;
- Jalon 2 : L'entrepreneur remplit la première partie de la tâche 2 du tableau intitulé « Tâches, produits livrables, jalons et calendrier » en soumettant une ébauche de rapport acceptable;
- Jalon 3 : L'entrepreneur remplit les parties résiduelles de la tâche 2 du tableau intitulé « Tâches, produits livrables, jalons et calendrier » en présentant un rapport final acceptable.

Dans sa proposition, l'entrepreneur fournira une ventilation des coûts par étape et par catégorie de coût.

ÉT.5.0 AUTRES CONDITIONS DE L'EDT

ÉT.5.1 Obligations de l'entrepreneur

En plus des obligations décrites à la section 2 du présent énoncé des travaux, l'entrepreneur doit garder confidentiels tous les documents et les renseignements exclusifs, retourner tous les documents appartenant à RNCAN à la fin du contrat, assister à des réunions avec les intervenants, participer à des téléconférences et conserver tous les documents dans un endroit sûr.

ÉT.5.2 Obligations de RNCAN

RNCAN assurera la liaison avec l'entrepreneur pour assurer la circulation rapide de l'information et de la documentation dont l'entrepreneur a besoin pour effectuer son analyse.

ÉT.5.3 Lieu de travail, emplacement des travaux et lieu de livraison



Les travaux seront effectués par l'entrepreneur à son lieu d'affaires habituel et en ligne, conformément aux directives de santé publique recommandées.

ÉT.5.4 Langue de travail

La langue de travail pour ce contrat est l'anglais, parlé et écrit. La documentation et les renseignements fournis aux fins d'examen par l'expert-conseil seront en anglais seulement.

ÉT.5.5 Exigences particulières

L'entrepreneur doit garder confidentielle toute la documentation, la correspondance, l'information et les données qu'il reçoit de RNCan relativement au présent contrat. Il doit imposer des restrictions appropriées sur l'entreposage, l'entretien et l'utilisation du matériel pour en assurer la confidentialité.

L'entrepreneur devra signer une lettre de confidentialité indiquant qu'il maintiendra la confidentialité de tous les documents et renseignements reçus de RNCan dans le cadre du présent contrat.

Les demandeurs devront remplir l'autoévaluation virtuelle de l'[Outil canadien de cybersécurité \(OCC\)](#) (pour la résilience opérationnelle et la posture de cybersécurité de leur organisation). L'outil est divisé en catégories précises et clairement définies qui sont complétées par des liens Web qui fournissent des conseils et des renseignements supplémentaires. Les demandeurs devront fournir une preuve d'achèvement et un bref résumé de leur autoévaluation virtuelle de l'OCC dans leur demande.



ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT

(sera complété à l'octroi du contrat)

1. Prix Ferme - Paiements d'étape

Le prix ferme tout inclus proposé par le soumissionnaire pour l'exécution des travaux est en devises canadiennes et les taxes applicables sont en sus. Tous les frais de déplacement et de subsistance et autres frais divers doivent être inclus dans le prix ferme.

Jalon #	Description du jalon	Prix ferme (Taxes applicables exclues)
1	Lettre de rapport proposant des critères d'évaluation (pour l'approbation de RNCan) : énumérant les questions, les enjeux ou les sujets de discussion, et décrivant brièvement l'analyse.	_____ \$ (20%)
2	Rapport provisoire Le promoteur préparera une ébauche de rapport, qui sera communiquée au chargé de projet, et décrira en détail les conclusions afin que les révisions nécessaires soient apportées ou que les lacunes de l'étude puissent être corrigées.	_____ \$ (40%)
3	Rapport final Le rapport final fournira une explication détaillée de l'élaboration et de l'application de la méthodologie déterminée pour évaluer les limites de responsabilité des installations à faible risque.	_____ \$ (40%)



ANNEXE C - LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ



PIÈCE JOINTE 1 - CRITÈRES D'ÉVALUATION

Nous recommandons aux soumissionnaires d'aborder ces critères dans l'ordre suivant et de manière explicite dans leur proposition afin de permettre une évaluation approfondie. L'évaluation réalisée par RNCan reposera uniquement sur les renseignements figurant dans la proposition. RNCan peut confirmer les renseignements ou demander des précisions aux soumissionnaires.

Les soumissionnaires sont informés que la simple énumération des expériences sans données justificatives décrivant les responsabilités et fonctions et démontrant le respect des critères ne sera pas considérée comme une preuve suffisante dans le cadre de la présente évaluation.

Le soumissionnaire doit fournir des renseignements complets indiquant où, quand (mois et année) et comment (dans le cadre de quelles activités et responsabilités) les compétences et expériences mentionnées ont été acquises. La formation scolaire n'est pas considérée comme de l'expérience professionnelle. Pour tous les critères relatifs à l'expérience professionnelle, celle-ci doit être obtenue dans un environnement de travail réel et non dans un contexte éducatif. Les stages effectués dans le cadre d'un programme coopératif sont considérés comme une expérience professionnelle à condition qu'ils soient en lien avec les services requis.

Les soumissionnaires sont également informés qu'en cas de chevauchement de deux projets mentionnés, les mois d'expérience communs aux deux projets ne seront comptabilisés qu'une seule fois. Par exemple, si un premier projet s'étend de juillet 2001 à décembre 2001 et le second d'octobre 2001 à janvier 2002, un total de sept (7) mois sera comptabilisé pour les deux projets.

1. Critères techniques

1.1 Critères d'évaluation obligatoires

Les critères obligatoires ci-après seront évalués et recevront une simple cote « réussite » ou « échec ». Une proposition qui ne satisfait pas aux critères obligatoires sera jugée irrecevable.

N°	Exigences obligatoires	SATISFAITE (oui/non)	Établir COMMENT l'exigence est satisfaite (renvoie le cas échéant au curriculum vitae des ressources)
M1	Curriculum vitae Le soumissionnaire DOIT soumettre un curriculum vitae (CV) détaillé de chaque ressource proposée. Le CV doit donner suffisamment de détails pour permettre une pleine évaluation de la ou des ressources proposées d'après les exigences détaillées dans les rubriques Portée et objectifs et Exigences du projet de l'Énoncé des travaux.		



M2	<p>Scolarité – Chef de projet</p> <p>Le chef de projet proposé DOIT avoir terminé avec succès un programme d’études postsecondaires (université) ou obtenu un diplôme/certificat (collège/CÉGEP) d’un organisme reconnu.</p> <p>Le soumissionnaire doit accompagner sa proposition d’une copie du diplôme ou grade.</p> <p>On trouvera la liste des organismes reconnus sur le site Web du Centre d’information canadien sur les diplômes internationaux, à l’adresse Internet suivante :</p> <p><u>Centre d’information canadien sur les diplômes internationaux (CICDI)</u></p>		
M3	<p>Expérience de travail pertinente en gestion du risque</p> <p>Le soumissionnaire DOIT établir que la ou les ressources proposées ont, collectivement, une expérience de projet dans l’évaluation des risques et des livrables, y compris la préparation des rapports et analyses. Pour établir que la ou les ressources proposées ont l’expérience requise, le soumissionnaire DOIT fournir trois (3) exemples de projets complets exécutés au cours des cinq (5) dernières années au plus tard à la date de clôture de l’appel d’offres.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Nom de l’organisme client et coordonnées actuelles (références);2. Résumé des projets (description de la portée des services fournis et de leur pertinence par rapport au présent énoncé des travaux);3. Dates de début et de fin de chaque projet (durée). <p>Remarque 1 : Nous pouvons communiquer avec les références pour confirmer l’information reçue.</p>		



	Remarque 2 : Ces projets seront pris en compte dans l'évaluation des critères cotés et R4.		
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

1.2 Évaluation des critères cotés

RNCan utilisera les critères énoncés ici pour évaluer chaque proposition qui a satisfait à la totalité des critères obligatoires.

Les propositions doivent atteindre le nombre minimum indiqué de points requis globalement pour les critères cotés pour être évaluées comme recevables en vertu de la section des Critères techniques cotés; les propositions ne satisfaisant pas au nombre minimum de points seront jugées non recevables.

Les propositions seront évaluées d'après les critères suivants :

Exigences cotées :					
Point	Exigence	Ventilation des points	Max. de points	Note du soumissionnaire	Observations
R1	Chaque CV doit comprendre : <ul style="list-style-type: none">Une description détaillée de l'expérience et des qualifications dans les domaines suivants :<ul style="list-style-type: none">Évaluation des risques, gestion des risques, et audit, en insistant sur les facteurs pertinents aux services à fournir détaillés aux rubriques Portée et objectifs et Exigences du projet;analyse économique probabiliste;connaissance du secteur nucléaire canadien;expertise technique dans la conception de réacteurs évolués;application des techniques scientifiques à l'évaluation du risque; et/ou	20 points (important) : Le fournisseur fait preuve d'une méthodologie/expérience assez détaillée pour répondre aux résultats requis pour la portée et la complexité nécessaires. Sur cette base, les livrables requis satisferont probablement aux meilleurs critères de qualité. 15 points (bon) : Le fournisseur témoigne d'une expérience/méthodologie détaillée pour satisfaire aux résultats requis concernant la portée et la complexité nécessaires. Sur cette base, les livrables requis satisferont probablement à la qualité souhaitée. 10 points (adéquat) : Le fournisseur fait preuve d'une méthodologie/expérience détaillée adéquate pour répondre aux résultats requis concernant la complexité et la portée nécessaires. Les livrables requis pourraient satisfaire à la qualité souhaitée. 5 points (minimum) : Le fournisseur ne manifeste pas une expérience/	20		



Exigences cotées :					
Point	Exigence	Ventilation des points	Max. de points	Note du soumissionnaire	Observations
	<ul style="list-style-type: none">○ sécurité, génie nucléaire et génie des systèmes○ expérience de travail dans l'évaluation des risques spécifiques dans un contexte de projet de livrables en évaluation du risque	méthodologie suffisamment détaillée pour répondre aux résultats requis concernant la portée et la complexité nécessaires. Sur cette base, il existe une forte probabilité que les livrables requis ne satisfassent pas à la qualité souhaitée.			
R2	<p>Approche du projet</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir un plan détaillé de l'approche du projet pour remplir le mandat, et notamment décrire la méthodologie pour satisfaire aux exigences et donner une description complète de la façon dont tous les livrables figurant à l'Énoncé des travaux seront respectés.</p> <p>a) Méthodologie du projet b) Livrables des exigences du projet</p> <p>Remarque : RNCan se réserve le droit de n'examiner que les cinq premières pages de la proposition du soumissionnaire.</p>	<p>A) Méthodologie du projet, 10 points maximum</p> <p>Excellente – 10 points Très bonne – 8 Points Bonne – 6 points Insatisfaisante 4 points Faible – 2 points Inacceptable 0 point</p> <p>B) Livrables des exigences du projet, 10 points maximum</p> <p>Excellent – 10 points Très bon – 8 Points Bon – 6 points Insatisfaisant 4 points Faible – 2 points Inacceptable - aucun point</p> <p>La grille d'évaluation qui suit servira à évaluer ce critère:</p>	20		
R43	Le niveau combiné de scolarité officielle pertinente, à l'exclusion du chef de l'équipe, dans une discipline scientifique, nucléaire, technique.	<p>(maximum 15 points)</p> <p>PhD – 5 points M. Sc. – 3 points</p>	15		



Exigences cotées :

Point	Exigence	Ventilation des points	Max. de points	Note du soumissionnaire	Observations
	Cet élément peut être établi en fournissant un curriculum vitae de chaque ressource et qui précise notamment le niveau, la concentration, l'année de diplomation, le numéro, etc.	M. Ing. – 3 points Ingénieur – 3 points B. Sc. – 2points B. Ing. – 2 points Collège technique ou communautaire – 1 point Les autres éléments de scolarité pertinents doivent recevoir le pointage équivalent comme ce qui précède le cas échéant.			
R4	<p>Le soumissionnaire doit établir qu'il a atteint les résultats fixés dans des projets d'analyse des risques nucléaires de portée et de complexité analogues tels que décrits dans l'Énoncé des travaux, y compris l'expérience de la tenue d'évaluations des risques nucléaires et de l'identification/ l'évaluation des risques touchant l'exploitation des installations.</p> <ul style="list-style-type: none">Les projets analogues doivent comprendre des évaluations de sécurité probabilistes détaillées et complexes ou des évaluations des risques dans un environnement nucléaire.Par détails suffisants, il faut entendre notamment un synopsis du projet, les détails de la méthodologie et les résultats, les objectifs du projet et le processus de gestion de projet. <p>L'expérience de projet servant à établir la conformité doit comprendre les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">Le nom de la société ou de l'agence; les dates/la durée du projet.	<p>40 points (expérience importante) : Tous les domaines d'expérience sont satisfaits. Le fournisseur a des résultats établis importants dans des projets d'analyse des risques nucléaires de portée et de complexité analogues. Sur cette base, il est probable que les livrables requis seront de la meilleure qualité.</p> <p>32 points (très bonne expérience) : Tous les domaines d'expérience sont satisfaits. Le fournisseur témoigne de résultats établis dans les projets d'analyse des risques nucléaires de portée et de complexité analogues. Sur cette base, il est probable que les livrables requis seront de la meilleure qualité.</p> <p>24 points (bonne expérience) : Les domaines d'expérience sont tous satisfaits. Le fournisseur établit qu'il a certains résultats dans des projets d'analyse des risques nucléaires de portée et de complexité analogues. Sur cette base, les livrables requis satisferont probablement à la qualité souhaitée.</p> <p>15 points (expérience adéquate) : Le soumissionnaire satisfait à plus de la moitié des domaines d'expérience. Il a des résultats établis dans des projets de portée et de complexité analogues, mais pas dans l'analyse des</p>	40		



Exigences cotées :

Point	Exigence	Ventilation des points	Max. de points	Note du soumissionnaire	Observations
	<ul style="list-style-type: none">Une description du projet, notamment la portée et les éléments du cadre et les résultats/extrants du travail entrepris par la ressource proposée. <p>Remarque : Les projets envisagés ici en tant que partie de l'expérience établie peuvent avoir fait l'objet d'une évaluation concernant l'exigence obligatoire M3.</p>	risques nucléaires. Les livrables requis pourraient satisfaire à la qualité souhaitée. 6 points (expérience minimale) : Les domaines d'expérience ne sont pas tous satisfaits. Le fournisseur n'a pas de résultat établi dans des projets de portée et de complexité analogues. Sur cette base, il y a une forte possibilité que les livrables requis ne satisfassent pas à la qualité souhaitée.			
R5	Prise en compte du contenu fourni dans l'autoévaluation virtuelle de l'Outil canadien de cybersécurité (OCC) et de la fiabilité du soumissionnaire dans le traitement et l'interrogation des renseignements nécessaires pour entreprendre l'analyse décrite à la section des livrables des exigences du projet conformément à l'Énoncé des travaux. Voir ET.5.6, Exigences spéciales, dans l'Énoncé des travaux.		5		
Total des points disponibles :			100		
Total des points pour être jugé conforme 60 points :					

GRILLE D'ÉVALUATION	
Excellent (100 %)	Les critères cotés sont gérés dans le menu détail et l'information fournie indique que le soumissionnaire comprend pleinement et précisément tous les éléments des critères cotés.
Très bon (80 %)	L'information fournie indique clairement que le soumissionnaire comprend totalement tous les éléments des critères cotés, mais il existe certaines lacunes mineures.
Bon (60 %)	L'information fournie indique clairement que le soumissionnaire comprend certains des éléments des critères cotés, mais pas tous.



Insatisfaisant (40 %)	L'information fournie indique une connaissance de base des critères précisés, sans préciser si le soumissionnaire comprend entièrement tous les éléments des critères cotés. Le soumissionnaire manifeste des compétences de base en communication. Les résultats du projet présenté sont faibles et non importants.
Faible (20 %)	L'information fournie indique que le soumissionnaire n'a qu'une compréhension limitée des critères précisés.
Inacceptable (0 %)	L'information fournie ne satisfait pas aux critères.



PIÈCE JOINTE 2 - FORMULAIRE DE PROPOSITION FINANCIÈRE

1. Prix Ferme - Paiements d'étape

Le prix ferme tout inclus proposé par le soumissionnaire pour l'exécution des travaux est en devises canadiennes et les taxes applicables sont en sus. Tous les frais de déplacement et de subsistance et autres frais divers doivent être inclus dans le prix ferme.

Description	Montant ferme (Taxes applicables exclues)
Évaluation des risques pour les installations nucléaires	
Total prix ferme pour évaluation de la soumission:	_____ \$